

Séance ordinaire du
jeudi 18 mai 2017

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix sept et le dix huit mai, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Anne BRISSAUD ayant donné pouvoir à Sabria BOUALLAGA, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Isabelle MARSALA ayant donné pouvoir à Guy BARRAL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Sophia AYACHE, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Patrick VIGNAL.

**Fourniture et livraison de carburant avec ou sans cartes accréditives
-Appel d'offres-**

Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, CCAS de Montpellier et les Villes de Pignan, Grabels, Saint-Brès, Lavérune et Pérols.

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL rapporte :

Dans le cadre de « Fourniture et livraison de carburant avec ou sans cartes accréditives », la Ville de Montpellier doit lancer une consultation d'entreprises afin de conclure un accord cadre à bons de commande.

Dans ce cadre et dans un souci d'économie, et en vertu de l'article 28 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et les Villes de Pignan, Grabels, Saint-Brès, Lavérune et Pérols pour « Fourniture et livraison de carburant avec ou sans cartes accréditives », conformément à la convention annexée à la présente délibération.

Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnateur du groupement. La Commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur. Chaque membre du groupement s'assurera de la bonne exécution du marché en ce qui le concerne.

La procédure de mise en concurrence implique le lancement d'un appel d'offres ouvert pour la conclusion d'un accord cadre à bons de commande sans minimum ni maximum, conformément aux articles 67 à 68 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics (Appel d'offres ouvert). Cette consultation porte sur « Fourniture et livraison de carburant avec ou sans cartes accréditives ».

Suite au transfert de compétence survenu au 01/01/2016, Montpellier Méditerranée Métropole s'est vu attribuer un nombre important de véhicules techniques affectés sur l'ensemble du territoire métropolitain.

Par ailleurs, dans le cadre de ses modalités de fonctionnement, le CCAS de Montpellier procède à l'acquisition de cartes prépayées au profit de certains de ses agents qui utilisent leurs véhicules personnels pour effectuer leurs missions de Service Public.

Pour des raisons de définition et de pertinence des besoins, il a été utile d'allotir l'accord-cadre en différents lots géographiques et fonctionnels.

Cet accord-cadre est décomposé en 5 lots (*avec des montants estimatifs €H.T. /an*) :

Lot n°1 Fourniture de carburant avec cartes accréditives :

Montpellier Méditerranée Métropole	609 250 €
Ville de Montpellier	350 000 €
CCAS de Montpellier	8 500 €
Pignan	8 380 €
Grabels	12 000 €
Saint-Brès	10 000 €
Lavérune	1 200 €
Pérols	22 200 €

La Ville de Montpellier ne participera pas aux lots n° 2, 3, 4, et 5.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et les Ville de Pignan, Grabels, Saint-Brès, Lavérune et Pérols, convention aux termes de laquelle Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnateur du groupement, et sa Commission d'Appel d'Offres déclarée compétente pour attribuer ce marché ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 52 voix

Contre : 2 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 19 mai 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention de groupement de commandes "Fourniture et livraison de carburant"

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20170518-3766-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/05/17
Réception en Préfecture : 24/05/17

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.